

Le climat politique au Canada à propos des droits des Palestinien-ne-s

mercredi 18 octobre 2023, par [WEINBERG Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 12 octobre 2023).

Il y a une hostilité à l'égard de ceux qui parlent des droits des Palestinien-ne-s au Canada. Les meurtres horribles et la prise d'otages de centaines de civils israéliens par des combattants du Hamas dans la bande de Gaza suscitent beaucoup de sympathie et d'inquiétude dans l'ensemble du spectre politique au Canada, et c'est logique.

Ce qui est inquiétant, c'est l'absence d'une réponse similaire à l'appel du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour que 2,3 millions de Palestiniens désertent leur enclave urbaine de 365 kilomètres carrés à Gaza en prévision d'une éventuelle invasion militaire destinée à anéantir la présence du Hamas par voie terrestre et aérienne.

Il n'est pas clair où iraient ces réfugié-e-s (descendants d'un groupe antérieur de Palestiniens expulsés du nouvel État d'Israël en 1948) car leur enclave est encerclée par Israël, l'Égypte et la Méditerranée.

Il y a une seule voix canadienne, la députée provinciale de Hamilton-Centre, Sarah Jama, qui a tweeté pour un cessez-le-feu immédiat entre Israël et le Hamas afin d'éviter la guerre. Son propre parti, le NPD, s'oppose à elle, qui avait l'habitude de faire ce genre de déclaration comme une évidence.

Déjà, il y a de nouveaux bombardements aériens israéliens sur Gaza et la décision a été prise de garder le carburant, l'eau, la nourriture et l'électricité hors de l'enclave qui dépend du monde extérieur pour la plupart des produits de première nécessité. L'Organisation mondiale de la santé signale que les médicaments s'épuisent également.

Le problème, c'est que nous avons déjà vu Israël s'efforcer de punir le Hamas à Gaza par une combinaison de ravitaillement renforcé et de bombardements aériens depuis le début du siège par l'État juif en 2007.

Et donc, selon les mots d'un observateur, la situation a été tristement « normalisée ».

Le climat politique au Canada a toujours été très favorable à Israël, et il n'est donc pas surprenant qu'il ait récemment sauté à bord pour soutenir Israël après l'attaque du Hamas sous le gouvernement libéral de Justin Trudeau.

Tout cela a rendu les choses difficiles pour les quelque 45 000 personnes d'origine palestinienne vivant dans ce pays.

J'ai rencontré des Canadiens d'origine palestinienne qui préfèrent se dire Jordaniens ou Libanais pour éviter le harcèlement et la perte possible de leur emploi.

Aujourd'hui, quelques voix éloquentes ont émergé qui parlent ouvertement de leur identité palestinienne. Il s'agit notamment de Saeed Teebi, le célèbre auteur de *Her First Palestinian and Other Stories*, et de Mark Muhannad Ayyash, qui enseigne la sociologie à l'Université Mount Royal de Calgary et est chroniqueur pour Al Jazeera.

J'ai approché Samer Abdelnour, un universitaire d'origine palestinienne né à Toronto, pour connaître son point de vue.

Il est coauteur d'un chapitre, *Exclusion and Exile*, dans un recueil d'articles à paraître, *Canada as a Settler Colony on the question of Palestine*, sous la direction de Jeremy Wildeman et Mark Muhannad Ayyash.

Abdelnour dit qu'il a mieux compris à quel point la situation est difficile pour les Palestiniens vivant au Canada après avoir déménagé au Royaume-Uni et être devenu maître de conférences à l'école de commerce de l'Université d'Édimbourg.

« En déménageant à l'extérieur du Canada, j'ai eu l'occasion de mieux comprendre les angoisses liées à la prise de parole, le degré d'autocensure des Palestiniens ici », a-t-il déclaré.

« Il y a une énorme hostilité au Canada à l'égard de quiconque parle des droits des Palestiniens ou est perçu comme critiquant Israël et ses pratiques en matière de droits de la personne et d'occupation », explique-t-il.

En revanche, Abdelnour poursuit : « *Au Royaume-Uni et dans d'autres endroits où j'ai vécu, il semble y avoir plus d'espace et de place pour discuter de la question de la Palestine.* »

Il blâme la popularité de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) parmi les gouvernements fédéral et provinciaux pour le climat politique négatif au Canada.

Bien que l'IHRA ait également été adoptée au Royaume-Uni, elle s'est vraiment implantée au Canada, a-t-il expliqué.

Un certain nombre de chercheurs en études juives ont attaqué l'IHRA pour son orientation uniquement vers Israël (et minimisant de fait la forme plus traditionnelle d'antisémitisme), y compris Antony Lerman, l'auteur britannique de *Whatever Happened to Antisemitism : Redefinition and the Myth of the Collective Jew* (2022). Il écrit qu'Irwin Cotler, l'envoyé spécial nommé par Justin Trudeau pour préserver la mémoire de l'Holocauste et lutter contre l'antisémitisme, a joué un rôle dans la formulation de l'IHRA, avec le Centre Simon Wiesenthal.

Parmi les onze exemples d'antisémitisme fournis par l'IHRA, il y a l'affirmation qu'Israël constitue « une entreprise raciste ».

Cela vise spécifiquement le récit historique palestinien de la Nakba, où 750 000 Palestiniens ont été expulsés ou déplacés de leur patrie par les milices sionistes lors de la fondation en 1948 de l'État juif d'Israël.

Se faire traiter d'antisémite pour avoir cité la Nakba est un racisme anti-palestinien classique, dit Abdelnour.

C'est un rite de passage académique pour Abdelnour de faire l'expérience de micro-agressions.

« *Lorsque j'ai obtenu mon diplôme de premier cycle à l'Université de Toronto, j'ai été élu membre*

du conseil d'administration pour représenter mon campus. Pendant ce temps, un autre membre du Conseil m'a fait à plusieurs reprises des commentaires anti-palestiniens, notamment en préconisant le meurtre de masse de Palestiniens. J'étais encore jeune à l'époque et je ne me sentais pas capable d'aborder son sectarisme au sein du conseil, et j'ai donc choisi de me retirer de ce poste », a-t-il déclaré.

Plus récemment, Abdelnour a été approché par un collègue lors d'une conférence qui a réagi négativement à un essai qu'il avait publié sur le complexe militaro-industriel d'Israël.

« Plutôt que de discuter du travail, il s'est engagé dans le génocide et la négation de l'apartheid (israélien), ainsi que dans la tokenisation et le dénigrement de la condition palestinienne », a-t-il ajouté.

Malheureusement, les Palestinien-ne-s du Canada devront naviguer prudemment au-delà des émotions brutes qui s'enveniment encore après l'attaque du Hamas afin d'exprimer leur propre point de vue. Ce n'est peut-être pas facile, tout comme il était difficile de parler des causes profondes après les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles de Manhattan.

Paul Weinberg

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi à gauche !

<https://www.pressegauche.org/Le-climat-politique-au-Canada-a-propos-des-droits-des-Palestinien-ne-s>

Tiré de [Rabble](#)